



AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT

N° 0340 /AONR/MINFOF/FC-PSFE/CSPM-PSFE/SPM/2026 DU 02 OCT 2026
POUR LES TRAVAUX D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE DES BASES VIES ET
DES POSTES DE SURVEILLANCE AUTOUR DES PARCS NATIONAUX DE LA
BENOUE ET DE BOUBA NDJIDDA, REGION DU NORD, DEPARTEMENT DU MAYO-
REY, COMMUNES DE TCHOLLIRE, REY BOUBA ET DE MADINGRING.

1. Objet de l'Appel d'Offres

Dans le cadre du programme de sécurisation des aires protégées, le Ministère des Forêts et de la Faune, avec l'appui financier de la Coopération financière Allemande KfW à travers le Fonds Commun lance un Appel d'Offres National Restreint pour l'installation des forages à motricité humaine autour des Parcs Nationaux de Bouba Ndjida et de la Benoué, Région du Nord, Département du Mayo-Rey, Communes de Tcholliré, Rey Bouba et de Madingring.

2. Consistance des travaux

Les travaux objet du présent Appel d'Offres consistent à la réalisation de neuf (09) forages équipés tous en pompes à motricité humaine dans les bases vies et des postes de surveillance autour des parcs nationaux de la Bénoué et de Bouba Ndjida, région du nord, département du Mayo-Rey, commune de Tcholliré, Rey Bouba et de Madingring.
De façon spécifique, il s'agira de construire :

N°	Qté	Libellé	Commune	Village
01	01	Forage à motricité humaine	Rey-Bouba	SINASSI
02	01	Forage à motricité humaine	Tcholliré	GUIDJIBA
03	01	Forage à motricité humaine	Madingring	MAYO DJARENDI
04	01	Forage à motricité humaine	Gashiga	DEMSA
05	01	Forage à motricité humaine	Madingring	MADINGRING
06	01	Forage à motricité humaine	Tcholliré	BEL ELAND
07	01	Forage à motricité humaine	Madingring	DJIBAO
08	01	Forage à motricité humaine	Rey-Bouba	WAIMBA
09	01	Forage à motricité humaine	Rey-Bouba	LANDOU

3. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel des travaux à l'issue des études préalables est de **64 150 947** (Soixante-quatre millions cent cinquante mille neuf cent quarante-sept) HTVA FCFA et de **76 500 004** (soixante-seize millions cinq cent mille quatre) TTC FCFA.

4. Délai prévisionnel d'exécution

Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation des travaux, objet du présent appel d'offres est de **six (06) mois**. Ce délai court à compter de la date de notification de l'Ordre de Service de commencer les travaux.

5. Participation et origine

La participation au présent appel d'offres est ouverte aux entreprises dont les noms sont inscrits sur la liste restreinte ci-après :

N°	Noms des entreprises	Adresses
1.	ETS ABOU	TEL : 695 947 473
2.	ETS AMS	TEL : 699 563 645
3.	SCE KHASAR BROTHER'S	TEL : 696 617 923
4.	MTS-I	TEL : 694 668 593

6. Financement

Les travaux objet du présent appel d'offres sont financés par le Budget du Fonds Commun-PSFE de l'exercice 2026, sur la ligne d'imputation budgétaire n°2.3.5.1.0

7. Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est hors ligne.

8. Cautionnement de soumission

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission, acquitté à la main et timbré, délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics dont la liste figure dans la pièce 14 du DAO dont le montant s'élève à **un million cinq cent trente mille (1 530 000) FCFA**, assortie d'un récépissé de consignation délivré par la Caisse de Dépôt et Consignation (CDEC) (**obligatoire et éliminatoire**) et valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres.

L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

9. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le dossier physique peut être consulté gratuitement à l'Unité de Gestion du Fonds Commun sis au 2ème étage de la Délégation Régionale des Forêts et de la Faune du Centre, Rue de l'Imprimerie Nationale, Yaoundé, aux heures ouvrables, dès publication du présent avis. Il peut également être consulté en ligne sur le site internet de l'ARMP (www.arpmp.cm).

10. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

L'acquisition du dossier d'appel d'offres se fait aux heures ouvrables à l'Unité de Gestion du Fonds Commun sis au 2ème étage de la Délégation Régionale des Forêts et de la Faune du Centre, Rue de l'Imprimerie Nationale, Yaoundé, contre présentation d'une quittance de paiement au Trésor Public d'une somme non remboursable de cent mille (100 000) FCFA.

11. Remise des offres

Pour la soumission hors ligne, l'offre en sept (07) exemplaires dont un (01) original et six (06) copies marquées comme tels, devra parvenir à l'Unité de Gestion du Fonds Commun sis au 2ème étage de la Délégation Régionale des Forêts et de la Faune du Centre, Rue de l'Imprimerie Nationale, Yaoundé, au plus tard 04 NOV 2026 à 13H et devra porter la mention :

02 OCT 2026

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT
N°0340/AONR/MINFOF/FC-PSFE/CSPM-PSFE/SPM/EFF/2026 DU
POUR LES TRAVAUX D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE DES BASES VIES ET
DES POSTES DE SURVEILLANCE AUTOUR DES PARCS NATIONAUX DE LA
BENOUE ET DE BOUBA NDJIDDA, REGION DU NORD, DEPARTEMENT DU MAYO-
REY, COMMUNES DE TCHOLLIRE, REY BOUBA ET DE MADINGRING
A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement"

12. Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fait en un temps et aura lieu le 04 NOV 2026 à 14 heures par la Commission Spéciale de Passation des Marchés Publics au titre du Fonds Commun dans la salle de réunion au Rez de Chaussée de Délégation Régionale des Forêts et de la Faune du Centre, sise à Rue de l'Imprimerie Nationale, Yaoundé.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne de leur choix dûment mandatée même en cas de groupement d'entreprises.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux dispositions du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'Avis de d'Appel d'Offres.

En cas d'absence ou de non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis, après un délai de 48 heures accordé par la Commission, l'offre sera rejetée.

13. Critères d'évaluation

13.1 Critères éliminatoires

Il s'agit notamment :

- de l'absence de la caution de soumission à l'ouverture des plis délivrée par un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics
- NB :** Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.
- de la Non-production au-delà du délai de 48h d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente lors de l'ouverture des plis, (excepté le cautionnement de soumission)
- des Fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou falsification des pièces
- de l'Absence de la Lettre de soumission de la proposition technique ;
- la non possession d'un atelier de foration en propriété propre de l'entreprise (justifiable sur présentation des cartes grises ou contrat de location) ;
- de l'absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales
- des CCAP non paraphé sur chaque page et signé assorti de la mention « lu et approuvé »
- de la copie dument paraphée du Cahier des Clauses Techniques Particulières et signée à la dernière page
- de l'absence de la charte d'Intégrité ;
- de l'absence de la déclaration d'engagement de la KfW dûment signée et datée par le responsable de l'entreprise ou le mandataire ;
- du non-respect d'au moins 75% des critères essentiels ;
- de l'absence d'une attestation de capacité financière d'un montant minimum de 20 000 000 francs CFA délivrée par une banque agréée ;
- de l'absence des états financiers certifiés par un Commissaire aux Comptes inscrit à

- l'Ordre des Professionnels de la Comptabilité du Cameroun ;
- de l'absence de la Lettre de soumission de la proposition financière ;
- de l'absence d'un prix unitaire quantifié dans l'offre financière ;
- de l'absence d'un sous détail de prix unitaire quantifié dans l'offre financière.

13.2. Critères essentiels

Les critères essentiels à la qualification des soumissionnaires porteront à titre indicatif sur :

- la présentation de l'offre ;
- la qualification et l'expérience du personnel
- les moyens logistiques
- la méthodologie
- la connaissance du site des travaux et notamment les lieux d'approvisionnement.

14. Attribution

Le Maître d'Ouvrage attribue le marché au soumissionnaire ayant présenté une offre remplissant les critères techniques et dont l'offre financière est évaluée la moins-disante.

15. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant quatre-vingt-dix 90 jours à partir de la date limite initiale fixée pour la remise des offres.

16. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus par écrit adressé au Coordonnateur de l'Unité de Gestion du Fonds Commun, sis au 2ème étage de la Délégation Régionale des Forêts et de la Faune du Centre, Rue de l'Imprimerie Nationale, Yaoundé., ou par mail adressé à p.ikoke@yahoo.com avec copie aux Cogestionnaires (ngonotsimi@yahoo.fr et frank.kammer@dorsch-impact.de).

17. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48, l'ARMP au numéro 2 22 20 18 03.

Yaoundé le 02 OCT 2026

LE MINISTRE DES FORETS ET DE LA FAUNE



Jules Doret NDONGO

Copies :

- Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP)
- ARMP ;
- UGFC-PSFE ;
- CSPM-PSFE
- Affichage chrono.



0340 RESTRICTED NATIONAL CALL FOR TENDERS
No. /AONR/MINFOR/FC-PSFE/CSPM-PSFE/SPM/2026 OF 02 OCT 2026
FOR DRINKING WATER SUPPLY WORKS FOR LIVING QUARTERS AND GUARD
STATIONS AROUND THE BENOUE AND BOUBA NDJIDDA NATIONAL PARKS OF
THE MAYO-REY DIVISION, THE COUNCILS OF TCHOLLIRE, REY BOUBA AND
MADINGRING IN THE NORTH REGION

1. Purpose of the Call for Tenders

Within the framework of the Protected Areas Security Program, the Ministry of Forestry and Wildlife with the financial support of the German Financial Cooperation (KfW) through the Basket Fund, is launching a restricted national call for tenders for the installation of manually operated boreholes around the Bouba Ndjidda and Benoue National Parks of the Mayo-Rey Division, the Councils of Tchollire, Rey Bouba and Madingring in the North Region.

2. Scope of services

The services covered by the Call for Tenders consist of constructing 9 (nine) hand pump boreholes in the living quarters and guard posts surrounding the Benoue and Bouba Ndjidda National Parks of the Mayo-Rey Division, the Councils of Tchollire, Rey Bouba and Madingring in the North Region. Specifically it shall include:

No.	Qty	Name	Council	Village
1	1	Manually operated boreholes	Rey-Bouba	SINASSI
2	1	Manually operated boreholes	Tchollire	GUIDJIBA
3	1	Manually operated boreholes	Madingring	MAYO DJARENDI
4	1	Manually operated boreholes	Gashiga	DEMSA
5	1	Manually operated boreholes	Madingring	MADINGRING
6	1	Manually operated boreholes	Tchollire	BEL ELAND
7	1	Manually operated boreholes	Madingring	DJIBAO
8	1	Manually operated boreholes	Rey-Bouba	WAIMBA
9	1	Manually operated boreholes	Rey-Bouba	LANDOU

3. Estimated Cost

The estimated cost of the services following preliminary studies is CFA. F 64,150,947 (Sixty-four million, one hundred and fifty thousand nine hundred and forty-seven) Excl. VAT and CFA. F 76,500,004 (Seventy-six million five hundred thousand and four) Including all taxes.

4. Execution Deadline

The maximum time allowed by the Contracting Authority to deliver these services covered by this Call for Tenders shall be 6 (six) months. This deadline applies immediately as of the date of notification Ordering the start of services.

5. Participation and Origin

Participation in this Call for Tenders shall be opened to the following shortlisted companies:

No.	Names of Companies	Contacts
1.	ETS ABOU	PHONE: 695 947 473
2.	ETS AMS	PHONE: 699 563 645
3.	SCE KHASAR BROTHER'S	PHONE: 696 617 923
4.	MTS-I	PHONE: 694 668 593

6. Funding

The services covered by this call for tenders shall be boreed by the budget of the Basket Fund (PSFE), for the 2026 financial year, from the budget line No. 2.3.5.1.0

7. Submission Method

Submission for this consultation shall be done offline.

8. Bid Bond

Each bidder shall include in their administrative documents a bid bond of CFA. F 1,530,000 (one million, five hundred and thirty thousands), hand-endorsed and stamped, issued by a financial body or institution approved by the Minister in charge of Finance to issue bonds in the field of Public Contracts, the list of which appears in item 14 of the Tender File (TF). They shall include a deposit receipt issued by the Deposits and Consignments Fund (CDEC) (obligatory and eliminatory). This shall be valid for up to 30 (thirty) days beyond the initial date of validity of the tenders.

The absence of the bid bond issued by an authorised First-class bank or First-class financial body approved by the Ministry of Finance to issue bonds in the field of Public Contracts, shall be simply result to the rejection of the bid. A bid bond produced but having no connection with the consultation concerned shall be considered absent. A bid bond presented by a bidder during the bid opening session shall be inadmissible.

9. Consultation of Tender File

The Restricted National Tender File (TF) shall be available for bidders consultation on working days and working hours, at the Basket Fund-FESP Management Unit, 2nd floor of the Regional Delegation of Forestry and Wildlife for the Centre, National Printing Street, Yaounde, upon publication of this notice.

It can also be consulted online on the ARMP website (www.arpmp.cm).

10. Withdrawal of Tender File

Withdrawal of the Tender File shall be available on working days and working hours, at the Basket Fund-SFEP Management Unit, 2nd floor of the Regional Delegation of Forestry and Wildlife for the Centre, National Printing Street, Yaounde, upon publication of this notice. This is possible against the presentation of the original receipt of the payment of a non-refundable sum of CFA F 100,000 (one hundred thousand) paid to the Public Treasury for the Tender File.

11. Submission of Bids

Each bid, written in French or English, in 7 (seven) copies, that is 1 (one) original and 6 (six) copies labelled as such, must be submitted at the Basket Fund-FESP Management Unit, 2nd floor of the Regional Delegation of Forestry and Wildlife for the Centre, National Printing Street, Yaounde, latest 04 NOV 2026 at 1. PM and shall be labelled:

02 OCT 2026

RESTRICTED NATIONAL CALL FOR TENDERS
No. 0346/AONR/MINFOF/FC-PSFE/CSPM-PSFE/SPM/EFF/2026 OF
FOR DRINKING WATER SUPPLY WORKS FOR LIVING QUATERS AND GUARD
STATIONS AROUND THE BENOUE AND BOUBA NDJIDDA NATIONAL PARKS OF
THE MAYO-REY DIVISION, THE COUNCILS OF TCHOLLIRE, REY BOUBA AND
MADINGRING IN THE NORTH REGION
To be opened only during the opening session "

12. Opening of Bids

Bids shall be opened in once and shall take place on 04 NOV 2026 at 2 PM by the Special Commission for the Award of Contracts of the Basket Fund-FESP in the Conference Room, at the basement of the Regional Delegation of Forestry and Wildlife for the Centre, National Printing Street, Yaounde.

Only bidders shall be allowed to attend this opening session or may be represented by a single duly authorised person of their choice, even in the case of a group of companies.

Under penalty of rejection, the required documents for the administrative file shall be submitted as originals or as certified copies true copies by the issuing service or the competent administrative authority, in accordance with the provisions of the Specific Tender Regulations. They shall be less than 3 (three) months old or have been drawn up after the date of signature of the Tender Notice.

In the absence or non-conformity of a document in the administrative file after a period of 48 (forty-eight) hours granted to the bidder, the bid shall be rejected.

13. Evaluation criteria

13.1 Eliminary criteria

They include:

- Absence of the bid bond issued by a first-class financial body approved by the Ministry of Finance to issue bid bonds for Public Contracts during the opening session;
N.B: A bid bond produced but having no connection with the consultation concerned shall be considered absent. A bid bond presented by a bidder during the bid opening session shall be inadmissible.
- Absence or non-conformity of a document in the administrative file after a period of 48 (forty-eight) hours granted to the bidder during opening session, (except for the bid bond)
- False statements, fraudulent practices and forged documents;
- Absence of the technical bid submission letter;
- the company does not own its own drilling rig (which can be verified by presenting vehicle registration documents or a hire agreement);
- Absence of the declaration commitment to respect environmental requirements;
- Special Technical Specifications not initialed on each page and signed with the statement "Read and Approved";
- A copy of the Special Technical Specifications, duly initialed on each page and signed on the last page;
- Absence of an integrity charter;
- Absence of the Declaration Commitment of KfW duly dated and signed by the manager of the company or his/her representative;
- Failure to comply with the essential criteria points of at least 75%;
- Absence of a Financial Capacity Certificate of at least CFA. F 20,000,000 (twenty

- million) issued by an authorised bank;
- Absence of certified financial statements issued by a Statutory Auditor registered with the Institute of Chartered Accountants of Cameroon;
- Absence of the financial bid submission letter;
- Absence of a specified unit price in the financial bid;
- Absence of a sub-detail of a specified unit price in the financial bid.

13.2. Essential criteria

The essential criteria for the qualification of bidders shall include:

- Presentation of the bid;
- Qualification and experiences of the staff;
- Logistic means;
- The methodology;
- Knowledge of the work site and especially supply points

14. Awards

The Contracting Authority shall award the contract to the bidder whose bid meets the required technical criteria and whose financial bid has been evaluated as the lowest.

15. Validity of Bid

Bidders shall remain bound by their bids for 90 (ninety) days from the initial date of submission of bids.

16. Additional Information

Additional information may be obtained during working hours from the Basket Fund- SFEP Management Unit, 2nd floor of the Regional Delegation of Forestry and Wildlife for the Centre, National Printing Street, Yaounde, or by email at: p.ikoke@yahoo.com with a copy for the comanager at ngonotsimi@yahoo.fr and frank.kammer@dorsch-impact.de.

17. Fight against Corruption and Malpractices

To report any act of corruption or malpractices, please contact CONAC on 1517, the Public Procurement Authority (MINMAP) (SMS or call) on the numbers: (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48, ARMP on 2 22 20 18 03.

Yaounde on 02 OCT 2026



THE MINISTER OF FORESTRY AND WILDLIFE

Copies:

- Public Procurement Authority (MINMAP);
- ARMP;
- UGFC-PSFE;
- CSPM-PSFE;
- Posting / Archives.